

La journée « Toujours Charlie » relance le débat sur la laïcité

Organisé notamment par le Printemps républicain, l'événement en faveur de la liberté d'expression est vu par ses détracteurs comme une tentative de récupération

C'est un début d'année agité pour le petit monde des associations laïques. En cause: un événement organisé, le samedi 6 janvier aux Folies-Bergère à Paris, pour « rendre hommage aux victimes des attentats de janvier 2015 », trois ans après les attaques terroristes qui ont tué dix-sept personnes, dont onze dans les locaux du journal. Intitulée « Toujours Charlie, de la mémoire au combat », cette journée de mobilisation, pour laquelle 1700 personnes sont attendues, veut mettre en avant le combat de *Charlie Hebdo* pour la liberté d'expression.

Mais ce qui est critiqué n'est pas tant le thème choisi que les organisateurs. Ils sont trois: le Printemps républicain, le Comité Laïcité République et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). Trois acteurs de cette mouvance qui sont loin de faire l'unanimité. Certains, comme les militants du Printemps républicain ou le Comité Laïcité République, se voient reprocher leurs positions radicales et leur proximité avec Manuel Valls. Et d'autres les soupçonnent de vouloir « récupérer » le combat de l'hebdomadaire satirique et de la charge symbolique qui l'accompagne au profit de l'ancien premier ministre.

L'idée de cette journée a germé « l'été dernier, autour de discussions avec des gens de Charlie », se souvient le politologue Laurent Bouvet, cofondateur du Printemps républicain et ancien du Parti socialiste. « On voulait faire quelque chose à côté des commémorations officielles, qui témoignent de l'esprit Charlie et de la liberté d'expression », ajoute-t-il. L'équipe de l'hebdomadaire satirique semble se tenir plus ou moins à l'écart de cette initiative. Seuls le rédacteur en chef, Gérard Biard, et Marika Bret, directrice des ressources humaines de *Charlie*, sont prévus comme intervenants lors d'une table ronde sur les médias, aux côtés d'une dizaine d'intervenants. « Nous ne sommes pas les organisateurs. Il n'y a aucune raison que toute la rédaction soit présente dans son entier », précise ainsi Gérard Biard.

Cette prudence peut aussi s'ex-

pliquer par l'image clivante du Printemps républicain. Créée en mars 2016 par des personnalités issues de la gauche, l'association fut patronnée, lors de son lancement, à la fois par l'hebdomadaire

« Des personnes [à la gauche de la gauche] refusent de voir qu'il y a une continuité entre islamisme politique et djihadisme »

LAURENT BOUVET
cofondateur
du Printemps républicain

Causeur, qui séduit la droite extrême, et par *Marianne*, hebdo de la gauche laïque.

À l'origine, on retrouvait, outre Laurent Bouvet, le haut fonctionnaire Gilles Clavreul, délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme de 2015 à 2017; la philosophe Elisabeth Badinter; Lunise Marquis, adjointe au maire PS du 12^e arrondissement de Paris; Amine El-Khatmi, élu PS à Avignon, ou encore Frédérique Calandra, maire PS du 20^e arrondissement de Paris. Leur conception intransigeante de la laïcité rejoint celle de Manuel Valls, que beaucoup d'entre eux soutiennent à titre personnel. La journée du 6 janvier est-elle une manière pour eux de préempter le thème de la laïcité au profit de leur champion? « Je ne réponds pas aux gens qui ont des spasmes dès que Manuel Valls est cité. Nous sommes les seuls à avoir proposé quelque chose à *Charlie Hebdo*. Si nos détracteurs savent mieux que nous ce que le journal pense, ils sont libres de le faire », répond Amine El-Khatmi, président du Printemps républicain.

« Nous ne sommes pas vallsistes, nous n'avons pas créé le Printemps républicain pour ou à l'initiative de Manuel Valls, et nous n'avons soutenu personne pendant les primaires ou la présidentielle. Plusieurs sensibilités sont représentées chez nous », abonde Laurent

Bouvet, qui participera au think tank lancé par Gilles Clavreul, *L'Aurore*, la future boîte à idées du député de l'Essonne.

L'objectif du Printemps républicain est clair: remettre la laïcité au cœur du débat politique et défendre une position « dure » sur la question. Les initiateurs du texte revendiquent un droit de critique de « l'islamisme politique », sans être taxés d'islamophobie. « La laïcité est attaquée à la gauche de la gauche, pour des raisons politiques et non pas religieuses, par des personnes imprégnées d'une idéologie postcolonialiste, qui voient les musulmans comme les nouveaux damnés de la Terre, et qui refusent de voir qu'il y a une continuité entre islamisme politique et djihadisme », expliquait M. Bouvet au moment du lancement de son association. Une vision qu'il a réitérée récemment dans un entretien au *FigaroVox*, le 29 décembre 2017, dans lequel il déclare qu'une « partie de la gauche n'accepte pas que la liberté d'expression, la liberté de caricature, et finalement la liberté de la presse, se fassent à l'encontre de la religion musulmane – tout en acceptant d'ailleurs très bien l'exercice de ces libertés à l'encontre des autres religions ».

« Galaxie très active sur Internet »

Cette association s'est aussi fait connaître par une activité intense sur les réseaux sociaux. Ses militants n'hésitent pas à s'en prendre aux personnes qu'ils classent comme leurs ennemis. Parmi leurs cibles favorites, on peut citer, entre autres, Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité (commission consultative transpartisane rattachée au premier ministre), Edwy Plenel, patron de *Mediapart*, et la militante féministe et antiraciste Rokhaya Diallo. Tous sont considérés par le Printemps républicain comme trop accommodants avec « l'islam politique » et « ses représentants », comme le théologien Tariq Ramadan ou Marwan Muhammad, qui dirige le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Autant dire que leur initiative pro-*Charlie Hebdo* fait tousser leurs adversaires. « C'est une petite galaxie très active sur Internet, c'est une vraie police de la

pensée », dénonce l'un d'eux sous le couvert de l'anonymat.

Une chose est sûre en tout cas: le plateau des invités du 6 janvier sera monochrome. Aucun contradicteur n'a été invité. « Nous assumons. C'est un choix qui a été pris après en avoir débattu. Trois ans après, les gens, les familles de victimes, ne veulent pas de contradiction », assure Amine El-Khatmi. C'est une journée d'hommage. Il n'y aura pas de débat avec Edwy Plenel, Jean-Louis Bianco ou Rokhaya Diallo.

Pas de personnalité politique au programme non plus, même si certains ont reçu une invitation. « Ils n'interviendront pas », assure M. Bouvet. Il s'agit notamment de François Hollande, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve – qui étaient respectivement président de la République, premier ministre et ministre de l'Intérieur lors des attentats –, et des responsables locaux (maires, élus régionaux) touchés par les attaques terroristes de janvier 2015. La secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a aussi été conviée. Cette dernière publiera, le 4 janvier *Laïcité, point!* (Ed. de l'Aube, 68 p., 9,90 euros), un livre coécrit avec Jérémie Peltier, directeur des études de la Fondation Jean Jaurès (proche du PS).

Dans le déroulé du 6 janvier, qui alternera tables rondes, concerts et lectures de textes, un débat fait polémique: « Être toujours Charlie en Seine-Saint-Denis ». Beaucoup de militants associatifs ont dénoncé cet atelier comme stigmatisant le département de la petite

couronne, où les Français de confession musulmane sont nombreux. Un argument balayé par M. El-Khatmi. « La réalité est que c'est en Seine-Saint-Denis que l'éducation nationale a recensé le plus d'incidents anti-Charlie. On peut sauter sur sa chaise, c'est comme ça. Il y en a eu plus que dans la Creuse ou en Corrèze », assure le jeune élu. Ce dernier tient à préciser que la table ronde va justement « donner la parole à des gens sur le terrain, qui agissent pour la laïcité et aiment leur département ». ■

ABEL MESTRE

Macron veut un dialogue « dépassionné »

Lors de ses vœux aux représentants des six principaux cultes présents en France (catholique, protestant, orthodoxe, musulman, juif, bouddhiste), jeudi 4 janvier, Emmanuel Macron a livré sa vision de la laïcité, souhaitant un dialogue « dépassionné » sur le sujet. *« Mon vœu pour 2018 est que la France devienne avec vous ce modèle de laïcité sachant écouter les voix du pays dans leur diversité, capable de construire sur cette diversité une grande nation réconciliée et ouverte sur l'avenir »*, leur a-t-il lancé.

Le président de la République a vu une « erreur funeste » dans le fait de vouloir, *« en parlant de la laïcité, parler du seul sujet de l'islam »*.

Mais il a plaidé, à l'adresse des représentants musulmans, pour *« un travail sur la structuration de l'islam en France, qui est la condition même pour que vous ne tombiez pas dans les rets des divisions de votre propre religion et de la crise qu'elle est en train de vivre sur le plan international »*. Ce travail *« moral, philosophique »* mais aussi *« d'organisation »* est *« indispensable et je vous y aiderai »*, a-t-il enchaîné.